



Tout en défendant sa participation à la course électorale

**Benflis s'engage à mettre fin à «l'exercice pharaonique du pouvoir»**

Page 3



Tebboune

**«L'argent a corrompu l'Etat et ses institutions à tous les niveaux»**

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4930 - Jeudi 14 novembre 2019 - Prix : 10 DA

Tribunal de Bab El Oued  
**Acquittement pour cinq prévenus arrêtés pour «atteinte à l'unité nationale»**

Page 24

Campagne de vaccination contre la grippe saisonnière

## Ce n'est pas le grand engouement mais presque...

Page 2

### L'économie sans inflation (2)

Par Mohamed Habili

**I**l a été question hier de cette contradiction béante commune aux deux économies européenne et américaine entre, d'une part, une politique monétaire expansionniste qui dure depuis plus d'une décennie, et d'autre part, une inflation qui reste en deçà de sa cible pourtant fort modérée de 2%. De nos jours, le plus inquiétant en Occident, ce n'est pas la persistance d'une croissance atone en dépit de ce qui est entrepris pour la ranimer, et depuis si longtemps, mais une baisse supplémentaire dans le taux d'une inflation que rien ne réussit à faire repartir à la hausse. A en croire pourtant les autorités économiques et monétaires concernées, ce qui est recherché au travers des taux d'intérêt historiquement bas pratiqués depuis la crise de 2007/2008, ce n'est pas d'atteindre le niveau cible de 2% d'inflation, mais la relance économique. Dans ce cas alors, c'est une relance qui ne vient pas, puisque la stimulation monétaire ne se dément pas. Au reste, elle ne semble devoir cesser ni dans le court ni dans le moyen terme. Mais là, une distinction s'impose entre les Etats-Unis et l'Europe. La stimulation monétaire aux Etats-Unis ne se fait depuis deux ans qu'au moyen de la baisse des taux d'intérêt. Dans ce pays, il a même été question en 2018 de relever ces derniers jusqu'au niveau supposé neutre des 3%, au grand déplaisir d'ailleurs de Donald Trump, pour qui cela est pure folie compte tenu des choix faits en la matière par les pays concurrents.

Suite en page 3

La décision prend effet à partir de ce mois

## Régularisation «définitive» des titulaires de contrats préemploi



La problématique des contrats de préemploi des jeunes diplômés universitaires connaîtra-t-elle enfin son épilogue après des années de polémique et remous sociaux ? C'est en tout cas ce qui semble en découler de cette décision prise avant-hier par le gouvernement qui annonce l'entame de l'opération de régularisation à compter du mois de novembre en cours. Lire page 2

Tamanrasset

### Appel d'offres pour 13 permis miniers d'exploration de granite et de marbre

Page 5

10° Fica

### «Paysages d'automne», un thriller signé Merzak Allouache

Page 13

La décision prend effet à partir de ce mois

# Régularisation «définitive» des titulaires de contrats préemploi

■ La problématique des contrats de préemploi des jeunes diplômés universitaires connaîtra-t-elle enfin son épilogue après des années de polémique et remous sociaux ? C'est en tout cas ce qui semble en découler de cette décision prise avant-hier par le gouvernement qui annonce l'entame de l'opération de régularisation à compter du mois de novembre en cours.

Par Lynda Naili

Le gouvernement a décidé mardi 12 novembre de régulariser la situation des titulaires de contrats préemploi dès novembre, peuton en effet lire sur un communiqué des services du Premier ministre. Pour Noureddine Bedoui cette «*décision n'est qu'une réparation responsable d'une situation qui a perduré*». A ce titre, souligne que cette décision n'est que «*justice rendue à ces jeunes en leur donnant la place qu'ils méritent au sein de la société et en leur consacrant le droit légitime à l'intégration, tous et sans exclusive, en vue de leur permettre d'aspérer à un avenir meilleur*». Il s'agit, là, ajoutera-t-il «*d'une reconnaissance des efforts de ces jeunes diplômés des universités et instituts nationaux, lesquels ont contribué, en dépit de leur situation instable dans leurs postes de travail, au renforcement des effectifs de nos établissements et administrations*».

En somme, cette opération de régularisation des jeunes bénéficiaires de contrats de préemploi, qui depuis ont acquis une expérience professionnelle et des compétences avérées, s'opérera, a expliqué Bedoui, dans les injonctions qu'il venait de décider à cet effet, «*dans le cadre d'un calendrier fixé par un projet de décret exécutif à soumettre au gouvernement la semaine prochaine*». Il s'agit selon lui, d'un «*avant-projet de loi complétant la loi relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi visant l'adaptation de la législation pertinente avec les développements du marché du travail et l'amélioration du service public de l'emploi en lui conférant davantage d'efficacité et de souplesse*». Et au Premier ministre de charger ainsi «*tous les départements ministériels concernés de mettre en place des comités de suivi à leur niveau, afin d'assurer l'état de mise en œuvre de cette opération dans les délais impartis*». Soulignant dans ce contexte l'impératif que cette régularisation «*définitive*» du dossier des contrats de préemploi, se fasse «*dans le cadre d'une approche dont le but est le renforcement des ponts entre l'administration publique et l'entreprise économique au mieux des intérêts de nos jeunes*». En outre, Bedoui, relevant que cette «*opération doit être accompagnée d'un plan de communication devant contribuer à la consécration de toutes les étapes en toute clarté et transparence jusqu'au parachèvement de la régularisation de tous les cas*», a chargé le

Bedoui : «Justice rendue à ces jeunes en leur donnant la place qu'ils méritent»



ministre de l'intérieur d'*inciter les collectivités locales n'ayant pas de difficultés financières à entamer la régularisation de la situation des jeunes bénéficiaires de contrats de préemploi, à leur niveau, avec possibilité pour la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales d'intervenir pour la prise en charge*

*des autres cas*». Il a également, dans ce contexte, exhorté l'ensemble des parties concernées par la question de l'emploi, pour la «*création de passerelles entre le secteur de la Fonction publique et le secteur économique*». Aussi, poursuivra-t-il, «*l'Agence nationale de l'emploi (Anem) et ses annexes locales*

*se chargeront des opérations d'orientation des offres d'emploi au profit des jeunes justifiant d'expérience au niveau des administrations publiques*». En outre, il a été décidé du recensement, sans exclusion, de tous les cas à régulariser au niveau de toutes les entreprises qui ne relèvent pas de la Fonction

publique. A défaut de statistiques exactes et actualisées, en 2018, plus de 400 000 jeunes détenteurs de contrats de préemploi ont été placés dans des administrations, notamment, avait indiqué Mourad Zemali, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, de l'époque. L. N.

Campagne de vaccination contre la grippe saisonnière

## Ce n'est pas le grand engouement mais presque...

Depuis l'annonce du lancement de la campagne nationale de vaccination contre la grippe saisonnière 2019-2020 il y a quelques jours, les unités de santé de proximité et des pharmacies d'officines des différentes wilayas du pays reçoivent quotidiennement un nombre important d'enfants, de femmes enceintes et de personnes âgées désirant se faire vacciner. Les avis sur le vaccin contre la grippe saisonnière diffèrent. Certains attendent le lancement de la campagne de vaccination avec impatience pour être les premiers à se faire vacciner et d'autres se disent réticents car doutant de l'efficacité du vaccin. Mais une chose est sûre, au lendemain de l'annonce du lancement de la campagne de vaccination, un nombre important de femmes, de personnes âgées se sont rendues au niveau des unités de santé de proximité et des pharmacies d'officines des différentes wilayas du pays pour se faire vacciner. Une mère de famille habitant à Staoueli qui attendait, au niveau de l'unité de santé de sa commune son tour

pour se faire vacciner nous confie que : «*c'est la quatrième année que je me fais vacciner et franchement j'attendais avec impatience le lancement de la campagne de vaccination qui a d'ailleurs tardé*». Elle ajoutera : «*avant, je tombais malade plus de dix fois par an, et j'étais gravement grippée, mais ces quatre dernières années ça va vraiment mieux*». Une autre personne âgée et qui souffre de maladie chronique nous dira : «*dès que j'ai vu à la télé qu'ils ont ramené les vaccins antigrippe, je suis venue me faire vacciner mais ma femme n'a pas voulu ainsi que ma fille qui est enceinte, elles ont toujours peur des risques de ce vaccin*». Pour ceux qui sont réticents et sont contre ce vaccin, le ministère de la Santé avait récemment lancé une campagne de sensibilisation pour encourager ces derniers ainsi que les catégories concernées, à savoir les personnes âgées, les malades chroniques et les femmes enceintes, à se faire vacciner au niveau des établissements de santé et des officines de pharmacies. Rappelons aussi

que «*cette campagne de vaccination contre la grippe saisonnière, qui débute habituellement au mois d'octobre, a été retardée, cette année, parce que l'Organisation mondiale de la santé a tardé à définir la souche du virus qui change d'une année à l'autre*», avait affirmé le directeur de la prévention et de la promotion de la santé au ministère, Djamel Fourar, lors d'une conférence de presse animée avec le directeur général de l'Institut national de santé publique, le P Lyes Rahal, et du chargé du Laboratoire national de la grippe et des virus respiratoires à l'Institut Pasteur d'Algérie, le D Fawzi Derrar, à l'occasion de l'annonce officielle du début de la campagne nationale de vaccination contre la grippe saisonnière 2019-2020. Pour subvenir aux besoins des citoyens, l'Algérie a importé 2,5 millions de doses de vaccin antigrippal qui ont été réparties entre les wilayas en fonction des besoins, a précisé Fourar, indiquant que ces vaccins seront mis à la disposition des groupes concernés au niveau des unités

de santé de proximité et des pharmacies d'officines, mais aussi de certains malades dans les grands hôpitaux et les centres pour personnes âgées à travers le territoire national. Comme à l'accoutumée, un dispositif spécial de prise en charge des cas de grippe saisonnière a été mis en place au niveau des établissements hospitaliers, a-t-il ajouté. Rappelant qu'en 2018, la grippe saisonnière avait fait 23 morts en Algérie et 600 000 morts dans le monde, le responsable a souligné que la vaccination demeurerait le meilleur moyen de se prémunir contre ce virus et de réduire la mortalité dont il est à l'origine. Pour sa part, le D Derrar a mis en exergue l'importance du rôle des médias dans la sensibilisation afin d'encourager les groupes à risque à se faire vacciner, d'autant, a-t-il dit, que la souche du virus de cette année est considérée par l'OMS comme «*particulièrement coriace*». Enfin, notons que cette campagne nationale de vaccination se poursuivra jusqu'au mois d'avril 2020, a-t-il dit.

Thinhinene Khouchi

Tout en défendant sa participation à la course électorale

## Benflis s'engage à mettre fin à «l'exercice pharaonique du pouvoir»

■ Tout en affirmant que les conditions sont loin d'être idéales pour mener une campagne pour les présidentielles, le candidat à l'élection présidentielle du 12 décembre 2019, le président du parti Talaïe El Houriet, Ali Benflis, défend son choix de participer à la course électorale.

Par Louiza Ait Ramdane

Le président du parti Talaïe El Houriet, Ali Benflis, s'est exprimé, hier, sur la situation politique en Algérie et le prochain scrutin. Reconnaisant tout de même que sa candidature «ne plaît pas à l'ensemble des citoyens», il est convaincu cependant que l'heure est à la prise des responsabilités. Pour lui, les élections de 12 décembre ne sont pas «idéales» mais, «c'est le moyen rapide pour une sortie de crise et pour redonner la parole au peuple». Selon Benflis, le dernier mot doit revenir au peuple algérien souverain. «Celui qui veut voter qu'il vote et celui qui veut boycotter qu'il boycotte», déclare Benflis au Forum du quotidien national «El Hïwar». Très confiant, Benflis déclare encore : «Il y aura ceux qui soutiendront, il y aura ceux qui critiqueront, il y aura même qui m'attaqueront», mais dès lors, le candidat à la présidentielle assume son choix. «J'assume, j'ai choisi d'être candidat», dira-t-il, tout en s'inter-

rogeant : «Comment peut-on laisser l'Algérie sans un président qui puisse parler au peuple, aux institutions, au monde ?». Dans le cas où Benflis est élu président, il s'engage à mettre définitivement fin à «l'exercice pharaonique du pouvoir». Il est question pour Benflis de «mettre définitivement fin à la personnalisation du pouvoir et promouvoir la citoyenneté et l'Etat de droit. Il promet ainsi, un vrai partage des pouvoirs entre le président de la République et le Premier ministre qui sera issu de la majorité et responsable devant le Parlement. Le candidat annonce également, parmi les mesures urgentes qu'il compte prendre, la formation d'un «gouvernement d'ouverture nationale», composé de ses soutiens, de compétences et de représentants de la société civile. Aussi, il indiquera qu'un gouvernement d'ouverture nationale sera mis en place avec les soutiens des candidats, mais également avec des compétences nationales. Benflis révèle également comme priorité la dissolution de l'APN, considérant que



Ph.D. R.

l'actuelle n'a plus de légitimité. Benflis s'engage également à dégager une commission de la future Assemblée élue, qui va proposer un projet de Constitution pour le pays, qui sera soumis au référendum. Il promet aussi de revoir en profondeur les textes qui régissent les élections, notamment la loi sur les partis politiques, le code électoral, ainsi que

l'autorité indépendante des élections. Rappelant sa longue expérience dans le secteur de la Justice, Benflis qui cite son parcours de procureur, puis de ministre dans les gouvernements de Hamrouche, Merbah et Ghzali, s'engage à libérer la justice de la mainmise du pouvoir exécutif.

L. A. R.

Tebboune :

## «L'argent a corrompu l'Etat et ses institutions à tous les niveaux»

Le candidat à la présidentielle du 12 décembre, Abdelmadjid Tebboune, dans une intervention hier sur les ondes de la Radio nationale, a décliné son diagnostic de la situation du pays et quelques grandes lignes de sa vision pour solutionner ce qu'il qualifie d'«hémorragie»...

«J'ai été évincé de mon poste de premier ministre parce que j'ai exposé le danger de la collision entre l'argent et la politique», a-t-il confié. Expliquant sa candidature, il dira : «J'ai vu la situation catastrophique dans laquelle est le pays. C'est ce qui m'a poussé à émettre ma candidature pour remettre l'Algérie sur les rails». Évoquant la «lssaba», le candidat indique que «la bande a causé une hémorragie financière



terrible au pays. Ce qui l'a mené à une situation des plus difficiles, malgré ses capacités économiques et sa jeunesse». Pour lui,

«l'argent a corrompu l'Etat et ses institutions à tous les niveaux y compris les élections. Tout le pays a failli être vendu». Et de

s'interroger : «Comment une personne peut-elle passer de rien à milliardaire en dollars en l'espace de 20 ans ?».

Le candidat conclut en indiquant que «le copinage nous a conduit à la médiocrité. Il a installé beaucoup de gens dans des postes auxquels ils n'ont pu accéder qu'à travers les relations personnelles». Dans cet ordre d'idées, il promet de réhabiliter les compétences qui sont à l'étranger en leur proposant des postes pour servir l'Algérie.

Abdelmadjid Tebboune a également évoqué plusieurs points relatifs à son programme électoral.

L'ancien premier ministre Abdelmadjid Tebboune a fait quelques annonces en vue du début de la campagne électorale qui commence dans quelques jours. Il a fait la promesse de rétablir l'égalité entre les hommes et les femmes une fois élu à la tête du pays. «La femme est un citoyen tout comme l'homme. Elle a tous les droits. Elle n'est pas un décor et ne le sera pas», a-t-il déclaré. Le candidat à la présidentielle a rappelé que l'Algérie comptait beaucoup de femmes cadres, intellectuelles et universitaires. «Ce sont des énergies qu'il faut exploiter pour développer l'Algérie», a-t-il affirmé au micro de la Radio nationale.

Halim Y.

Autorité nationale indépendante des élections

### La charte d'éthique des pratiques électorales signée samedi

LES CANDIDATS à l'élection présidentielle et les directeurs des établissements médiatiques doivent signer samedi la charte d'éthique des pratiques électorales, à la veille du lancement de la campagne électorale pour la Présidentielle du 12 décembre, a-t-on appris mardi auprès de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). La charte d'éthique des pratiques électorales qui «expose les principes directeurs et les pratiques particulières qui forment le cadre du comportement moral attendu des acteurs et personnes participant au processus électoral, sera signée dans la matinée de samedi par les cinq candidats et dans l'après-midi par les directeurs des médias publics et privés», précise la même source. Dans le cadre des préparatifs par l'ANIE de la campagne électorale, dont le coup d'envoi sera donné dimanche, le tirage au sort pour la répartition du temps de parole des candidats ou de leurs délégués dans les différents médias durant la campagne électorale aura lieu ce jeudi. Le président de l'ANIE, Mohamed Charfi, donnera le jour même, le coup d'envoi des séances d'enregistrement en direct dans les studios de la Radio nationale et de la Télévision algérienne au Club des pins. H. Y.

### LA QUESTION DU JOUR

#### L'économie sans inflation (2)

Suite de la page une

Mais la Fed a abandonné cet objectif, pour renouer avec la baisse des taux cette année, mue en cela, du moins à ce qu'elle prétend, par le ralentissement de l'économie mondiale. En Europe, la stimulation monétaire est bien plus marquée, à la fois à travers les taux, qui sont négatifs, et le financement non conventionnel, de retour une année seulement après qu'il y a été mis fin. Aux Etats-Unis, la croissance, sans atteindre le niveau escompté, n'est quand même pas négligeable, se situant au-dessus des 2% pour cette année. Elle est nettement plus faible en Europe. Autre différence à prendre en considération : l'état de l'emploi, dont on peut dire qu'il est au plus haut aux Etats-Unis depuis fort longtemps. Ces différences rendent encore plus difficile l'explication de ce que leurs économies ont en commun : l'absence d'inflation. Mais si les économistes échouent à en rendre compte, c'est peut-être parce qu'ils cherchent une explication d'ordre exclusivement économique à un phénomène qui ne l'est pas purement. Après tout, d'où vient l'inflation ? Des augmentations de salaires obtenues par les travailleurs organisés en syndicats puissants, augmentations que les détenteurs de capitaux s'appliquent ensuite à enrayer par la hausse des prix, pour conserver tel quel le niveau des profits. Nul mystère par conséquent à cela. L'inflation est un produit de la lutte de classes dans une économie capitaliste, mais aussi l'un de ses ressorts. Tant qu'il n'y avait pas de syndicats en mesure de forcer la main aux capitalistes, il n'y avait pas d'inflation, ou si peu. Ce fut le cas de quasiment tout le 19<sup>e</sup> siècle. L'inflation n'est devenue une catégorie économique de première importance qu'après la Deuxième Guerre mondiale, pendant ce qu'on a appelé les Trente Glorieuses. Puis le capitalisme lui a trouvé un remède souverain à travers le néolibéralisme et son double la mondialisation. Dans ce nouveau contexte, les travailleurs ont abandonné le combat pour une plus grande part dans la richesse produite, pour se concentrer sur la défense de l'emploi, grandement menacé par les délocalisations. Le capital a tué l'inflation dans le même temps qu'il a vaincu le prolétariat. La réciproque est vraie : il a réduit le prolétariat à la portion congrue dès lors qu'il a mis fin à l'inflation.

M. H.

Université/ Pour l'année universitaire 2019-2020

# Aucun changement dans les dates des vacances d'hiver

■ Certains sites et pages sur les réseaux sociaux avaient diffusé des informations selon lesquelles la tutelle aurait décidé d'avancer la date de vacances d'hiver pour les étudiants et enseignants de l'enseignement supérieur au 28 novembre en cours, en raison de la tenue de l'élection présidentielle du 12 décembre prochain.

Par Hasna Badaoui

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a affirmé, hier, qu'aucun changement n'était intervenu sur le calendrier des vacances d'hiver pour l'année universitaire 2019-2020, fixées du 19 décembre 2019 au 4 janvier 2020 soir. Dans un communiqué rendu public, le ministère a porté à la connaissance des enseignants et étudiants que les vacances d'hiver pour l'année universitaire 2019-2020 s'étaleront du 19 décembre 2019 au 4 janvier 2020 soir, précisant que toutes les informations relayées sur les réseaux sociaux selon lesquelles le ministère aurait décidé d'avancer les dates de ces



PH. > D. R.

vacances «sont fausses et infondées». Toutes les activités pédagogiques et scientifiques «se poursuivront normalement», a précisé la même source. Pour rappel, certains sites et pages sur les réseaux sociaux avaient diffusé des informations selon les-

quelles la tutelle aurait décidé d'avancer la date de vacances d'hiver pour les étudiants et enseignants de l'enseignement supérieur au 28 novembre en cours, en raison de la tenue de l'élection présidentielle du 12 décembre prochain. H. B./APS

## Oran

### La DSP lance une campagne de dépistage de diabète

La direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran lance une campagne de dépistage du diabète du 17 au 19 novembre en cours au profit des personnes âgées de 35 ans et plus, a-t-on appris du chargé de la communication de cette institution. Cette campagne est organisée à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du diabète, célébrée le 14 novembre de chaque année, a indiqué Youcef Boukhari, ajoutant qu'une équipe

de spécialistes a été mobilisée pour effectuer les examens nécessaires à toutes les personnes souhaitant faire ce dépistage. Des spécialistes en diabétologie, en cardiologie et en ophtalmologie notamment seront présents au niveau d'un stand qui sera érigé au niveau de la place du 1er novembre, au centre-ville d'Oran durant trois jours, a encore noté le même responsable. Le diabète est devenu un véritable problème de santé publique en Algérie,

avec une incidence de 14 %. Le dépistage permet de découvrir diagnostiquer cette maladie chronique avant l'apparition de ses complications, a-t-il encore ajouté. Les lésions du pied, l'hypoglycémie et l'hyperglycémie, la rétinopathie, les insuffisances rénales et cardio-vasculaires sont, entre autres, les complications très dangereuses de cette pathologie qui handicape lourdement le malade, rappelle-t-on.

Ali Omari

## Sommet mondial sur la population et le développement

### Miraoui rencontre plusieurs ministres et responsables étrangers

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui, a reçu, en marge du Sommet mondial sur la population et le développement qui se tient à Nairobi, le ministre cubain du Commerce et de l'Investissement étranger, Rodrigo Malmierca Diaz et la secrétaire générale adjointe et chef du département des affaires sociales au sein de la Ligue arabe, le Dr Haifa Abu Ghazaleh, a indiqué hier un communiqué du ministère. Le

ministre de la Santé a évoqué avec le ministre cubain les moyens de renforcement de la coopération entre les deux pays dans les domaines de la santé, la recherche et l'industrie pharmaceutique, mettant l'accent sur l'impérative de renforcer les équipes médicales cubaines se trouvant dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux dans le cadre de la convention signée par les deux pays, a noté la même source. Lors de sa rencontre avec le Dr

Haifa Abu Ghazaleh, M. Miraoui a abordé voies et moyens de renforcement de la coopération avec le Secrétariat général de la Ligue arabe et les pays membres, notamment dans les secteurs des affaires sociales, en tête desquels la Santé. Les deux parties ont souligné, en outre, la nécessité d'unir les positions entre les pays arabes concernant le développement et la prospérité des sociétés arabes dans plusieurs domaines, a conclu le communiqué. Dina Ch.

## Centre anti-cancer d'El Hassi (Oran)

### Recrutement de 12 biologistes chargés des préparations de chimiothérapie

Douze biologistes ont été recrutés au niveau du Centre anti-cancer «Emir Abdelkader» d'El Hassi (Oran) pour renforcer l'équipe s'occupant des préparations de chimiothérapie, a-t-on appris hier auprès de la cellule de communication de la direction locale de la santé et de la population (DSP). Le chargé de la communication de la DSP, Youcef Boukhari, a précisé que cette décision vient en réponse à un mouvement de protestation des paramédicaux de cet établissement ayant manifesté leur refus de faire

ces préparations de chimiothérapie, s'estimant «non qualifiés» pour cette mission. Ces biologistes, recrutés dans le cadre de la Fonction publique, devraient suivre une formation sur les préparations de chimiothérapie, et commencer aussitôt le travail au niveau des différents services du centre anti-cancer, a assuré le même responsable. Le recrutement vient également solutionner définitivement le problème des préparations de chimiothérapie. D'autres problèmes restent posés au niveau de cet établissement tels

que le manque de médecins dans des spécialités de base comme la pédiatrie, l'oncologie et l'hématologie, et le coût élevé des pièces de rechange des appareils de radiothérapie, a encore noté Youcef Boukhari. La semaine écoulée, une commission ministérielle avait été dépêchée pour enquêter sur les différents problèmes que connaît cet EHS, aussi bien sur le plan de la gestion que celui des moyens, afin de trouver des solutions et améliorer la qualité de prise en charge des malades, rappelle-t-on. Sami N.

## Médéa

### Plus de 640 logements LSP livrés courant 1<sup>er</sup> trimestre 2020

UN QUOTA de 646 logements sociaux participatifs (LSP), en cours de réalisation à travers les communes de Médéa et Tablat, sera livré, dans sa totalité, au courant du 1<sup>er</sup> trimestre 2020, a annoncé hier le directeur de l'Agence foncière de la wilaya. Enregistrant un taux d'avancement des travaux oscillant entre 50 et 60 %, ce quota de logements devrait être achevé «au plus tard fin mars prochain», a affirmé à l'APS Mohamed Tartag, précisant que toutes les dispositions ont été prises en vue de livrer ces logements aux souscripteurs, dans les délais fixés. Toujours selon ce responsable, 2 704 logements LSP, sur un programme initial de 3 350 unités confiées à l'Agence, ont été attribués lors des différentes opérations de distribution organisées ces derniers mois. A. S.

### Aéroport international d'Alger Plus de 50 000 euros et un pistolet automatique saisis

LES SERVICES des douanes ont saisi, mardi à l'aéroport international d'Alger «Houari-Boumediène», la somme de 50 160 euros et un pistolet automatique de calibre 8,5 mm, a appris l'APS, hier, auprès de la Direction générale des douanes (DGD). Le montant saisi était en possession de quatre voyageurs qui se rendaient à Istanbul (Turquie) et à Niamey (Niger). Le pistolet automatique de type Bruni et 50 balles étaient en possession d'un voyageur algérien qui venait de Paris (France), indique-t-on de même source. En septembre et en octobre derniers, les services des douanes avaient saisi deux armes à feu en possession de deux Algériens qui venaient de France. R. N.

### Souk Ahras Arrestation de l'auteur des profanations de tombes de chouhada à Khedara

LES SERVICES de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Souk Ahras ont procédé, mardi, à l'arrestation d'un individu soupçonné d'être l'auteur de dégradations et de profanations de tombes de chouhada au cimetière des martyrs de la commune frontalière de Khedara (50 km à l'est de Souk Ahras), a indiqué, hier, le procureur général près la cour de Souk Ahras, Belkhir Merabet. La même source a affirmé à l'APS que le mis en cause (M.A.), âgé de 31 ans, est originaire de la ville de Souk Ahras, ajoutant que des investigations sont en cours pour connaître les tenants et les aboutissants de cette affaire. Le suspect appréhendé avait saccagé et profané 71 tombes de chouhada et détruit la stèle implantée au sein du cimetière des martyrs de la commune de Khedara. Cette affaire avait, pour rappel, provoqué un vif ressentiment des citoyens de cette commune. L. Y.

Tamanrasset

# Appel d'offres pour 13 permis miniers d'exploration de granite et de marbre

■ Un appel d'offres national et international comprenant 13 permis d'exploration de sites miniers destinés exclusivement aux roches décoratives (granite et marbre) dans la wilaya de Tamanrasset a été lancé par le ministère de l'Industrie et des Mines, a indiqué hier ce département dans un communiqué.

Par Salem K.

En effet, cette opération, dans sa 49<sup>e</sup> session d'adjudication a été lancée par le ministère de l'Industrie et des Mines à travers l'Agence nationale des activités minières (Anam) pour la création d'un pôle minier dans la wilaya de Tamanrasset, destiné à ces roches décoratives. «Les sites



PH/D. R.

des sites mis en adjudication et de retirer le cahier des charges. Cet appel d'offres comprend une première phase dédiée à l'offre technique et une seconde phase dédiée à l'offre financière. La date de dépôt et d'ouverture des offres techniques est fixée au 10 décembre prochain. Les soumissionnaires des offres techniques déclarés éligibles à soumettre une offre financière, conformément aux dispositions du cahier des charges, seront invités à déposer leur offre financière le 25 décembre prochain. Quant à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, elle se fera en séance publique et en présence des soumissionnaires et des représentants de la presse nationale qui seront invités à cette occasion, a ajouté la même source. Cet appel d'offres entre dans le cadre de la promotion et de la mise en valeur des ressources minières nationales, du développement de la production nationale des produits miniers disponibles en quantité et en qualité sur le territoire national et pour la réduction des importations et un approvisionnement d'un marché national en pleine expansion, rappelle le ministère de l'Industrie et des Mines.

S. K./APS

qui seront octroyés viendront compléter ceux qui ont été déjà attribués et mis en valeur», a fait savoir le communiqué. Selon le ministère, l'objectif attendu consiste en la création d'un nouveau pôle minier spécialisé en roches décoratives, principale-

ment en granite et marbre, «dans une région à fort potentiel minier». «Par cette action, il est visé la création de richesses et le développement de l'emploi dans cette région frontalière», indique le document. Les soumissionnaires intéressés par cet appel

d'offres, précise la même source, peuvent se présenter à compter du mercredi 13 novembre au niveau du data room de l'Anam, situé au 42, chemin Mohamed-Seghir-Gacem dans la commune d'El Mouradia (Alger), afin de consulter les fiches techniques

## Energie

### Le pétrole continue de baisser au lendemain d'un discours de Trump

Les prix du pétrole étaient orientés à la baisse hier en cours d'échanges européens, dans la lignée de la veille, au lendemain d'un discours de Donald Trump évasif sur un prochain accord commercial entre les Etats-Unis et la Chine. Vers 10h40 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier valait 61,25 dollars à Londres, en baisse de 1,31 % par rapport à la clôture de mardi. A New York, le baril américain de WTI pour décembre perdait 0,88 % à 56,29 dollars. La veille,

les barils de Brent et WTI ont chacun perdu 0,2 %. «Le Brent est passé en dessous des 62 dollars le baril alors que les marchés attendent un signal sur les discussions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis», a commenté Han Tan, analyste chez FXTM. Un signal qui n'est pas venu du discours de Donald Trump mardi devant le Club économique de New York. Le président américain a loué la bonne santé de l'économie de son pays mais est resté évasif sur l'imminence d'un accord commercial

entre Washington et Pékin. Les acteurs du marché continuent par ailleurs de guetter toute nouvelle déclaration des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), qui doit tenir sa prochaine réunion dans trois semaines à Vienne avec ses partenaires (Opep+). «Selon toute vraisemblance, les pays membres de l'Opep+ devraient poursuivre la réduction de leur production jusqu'à la fin de l'année 2020, sans pour autant diminuer davantage la production», a estimé Carsten

Fritsch, analyste de Commerzbank, évoquant des informations de presse. «Une décision pas suffisante pour éviter une offre excédentaire dans la première moitié de l'année 2020, avec un risque de voir les prix chuter à l'image de l'an dernier», a-t-il ajouté. Les cours du Brent et du WTI avaient tous les deux plongé en décembre 2018. Par ailleurs, dans un rapport dévoilé hier, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que l'atteinte des objectifs climatiques nécessite que l'utilisation du

pétrole et du charbon atteigne immédiatement un pic avant de décliner. Selon elle, «il faudrait un marché pétrolier qui chute à 65 millions de barils par jour en 2040 (contre 97 millions l'an dernier), un niveau qui correspond à celui du début des années 1990. Quels que soient ses scénarios, l'EIA prévoit que la demande mondiale en pétrole va caler à partir de 2025», ont pointé les analystes de Petromatrix, «des prévisions qui font pression sur les prix», a complété Al Stanton de RBC.

S.K.

## Commerce

### La Chine enregistre une forte croissance des paiements en ligne

Le montant des paiements en ligne via NetsUnion, chambre de compensation des paiements en ligne de la Chine, et China UnionPay, géant du paiement par carte, a augmenté

de 162,6 % sur un an durant la frénésie d'achats du «double 11», selon la Banque centrale chinoise.

Un total de 1,78 milliard de transactions a été effectué lundi

via ces deux plates-formes, avec un montant des paiements en ligne de 1 480 milliards de yuans (environ 211 milliards de dollars), selon la Banque populaire de Chine.

Les paiements via NetsUnion se sont élevés à 1 160 milliards de yuans, en hausse annuelle de 147,25 %.

La Banque centrale a indiqué qu'elle continuerait à soutenir

l'offre par les institutions bancaires et non bancaires de services pratiques et sûrs, afin de promouvoir le développement solide du secteur des paiements.

Kamel L.

## Royaume-Uni

### L'inflation au plus bas depuis 3 ans avant les élections

L'inflation a ralenti plus qu'attendu au mois d'octobre au Royaume-Uni, tombant à 1,5 %, son plus bas niveau depuis trois ans, à cause de limites réglementaires aux prix de l'énergie, a annoncé hier le Bureau britannique des statistiques. Les analystes tablaient globalement sur un indice des prix à la consommation à 1,6 %, et au mois de septembre, cet indicateur atteignait 1,7 %. «Le principal facteur baissier (des prix)

est venu de l'électricité, du gaz et autres combustibles en raison de changements (dans les réglementations imposant) des limites aux prix de l'énergie», explique la même source. Les meubles et équipements pour la maison ont contribué au repli, entre autres. Howard Archer, économiste du cabinet EY Item Club, remarque que ce sont «plutôt bonnes nouvelles pour le pouvoir d'achat des consommateurs». «Ce recul plus

important que prévu (...) pourrait entraîner plus d'appels pour que la Banque d'Angleterre baisse ses taux, l'indice des prix à la consommation étant tombé au plus bas depuis (novembre) 2016», remarque David Cheetham, analyste du courtier XTB. Les analystes de Pantheon Macro doutent toutefois que l'institut monétaire britannique – qui vise une inflation un peu en-dessus de 2 % – agisse rapidement car hors énergie,

l'inflation sous-jacente des services reste soutenue. Plusieurs analystes relèvent comme facteur haussier pour les prix le rythme rapide de progression des salaires (3,6 % au troisième trimestre), même si ce dernier ralentit comparé au trimestre précédent. Alors que la campagne pour les élections législatives bat son plein et que les principaux partis ont promis un déluge de dépenses pour soutenir l'économie fragilisée par

trois ans de brouillard autour du Brexit, Howard Archer anticipe que «si le Royaume-Uni quitte l'Union européenne sans accord, nous prévoyons que l'inflation pourrait rebondir nettement et comprimer le pouvoir d'achat». Une sortie brutale de l'UE – pour l'instant prévue au 31 janvier après plusieurs reports de la date prévue –, plomberait la livre, ce qui augmenterait en retour les coûts des produits importés.

R. E.

## Tizi-Ouzou

# Plusieurs axes routiers fermés à cause des intempéries

■ Plusieurs axes routiers ont été fermés lundi à travers différentes localités de la wilaya de Tizi-Ouzou après les importantes quantités de pluie qui se sont abattues sur la wilaya ces deux derniers jours, a-t-on appris auprès du directeur local des travaux publics.

Par Youcef B.

La RN 15, reliant le chef-lieu de Tizi-Ouzou à plusieurs localités du sud de la wilaya a été fermée dans la matinée pour cause de deux éboulements, rocheux et terreux, au niveau du lieu-dit Takhoukth, et qui a été rouvert à la circulation en fin de matinée a indiqué à l'APS, M. Rabhi.

Il a également souligné que le même axe routier a été obstrué par l'éboulement d'un terrassement privé entre les localités de Ain El Hammam et Larbaa Nath Iraithen, au sud-est de la wilaya, ainsi que les cols de Chellata, dans la commune d'Illoula

Oumalou, reliant Tizi-Ouzou avec la wilaya à Béjaïa, et celui de Tizi N-Koulal dans la commune d'Abi Youcef, reliant les wilayas de Tizi-Ouzou et Bouira.

Dans la commune d'Ait Aissa Mimoune, au Nord-est du chef lieu de wilaya, la route communale reliant plusieurs villages, à savoir: Oumil, Ikhelouïène, Laazib, Igounane Ameur a été fermée à la circulation à cause d'un ouvrage, refait y a tout juste une semaine, emporté par les eaux, a relevé le même responsable.

En outre, dans la commune de Bouzguene, à l'Est de Tizi-Ouzou, un oued en crue au lieu-dit Azaghar avait emporté un



véhicule léger causant la mort d'une personne. En déplacement sur les lieux, le chef de l'exécutif local, Mahmoud Djammaa a instruit la DTP de lancer dans l'immediat une étude et de procéder à la prise en charge de cet axe routier.

En août dernier, lors d'une réunion du conseil de wilaya

consacrée à la préparation de la saison hivernale, une commission multisectorielle regroupant la DTP, l'Office national d'assainissement (ONA), la direction locale des ressources en eau (DRE) et la protection civile, chargée de recenser les points noirs à travers la wilaya.

Le chef de l'exécutif local

avait, mis l'accent, lors de cette réunion, sur «la nécessité d'établir une carte des zones d'enneigement et celles inondables et de prendre toutes les mesures préventives qui s'imposent pour éviter les situations catastrophiques».

Y. B./APS

## Université de Boumerdès

# Plus de 550 doctorants en lice pour un espace de publication dans la revue internationale «Springer»

Plus de 550 étudiants-doctorants de tous le pays, sont en lice au niveau de l'université «M'hamed Bouguera» de Boumerdès, pour l'obtention d'un espace de publication, sur les 70 réservés par la revue internationale «Springer» pour des publications scientifiques, durant l'année 2019.

Les 70 publications scientifiques, destinées à remplir les pages de cette revue de renommée mondiale, «seront sélectionnées par une commission scientifique d'experts et chercheurs nationaux et étrangers, chargée d'évaluer les recherches et études proposées par les étudiants doctorants en lice», a expliqué le D' Abdelhakim Daoui, président du 4<sup>e</sup> colloque international sur les matériaux et le développement durable (CIMDD2019), ouvert mardi à l'université de Boumerdès.

La tâche de la commission suscitée consistera dans l'éva-

luation et sélection de 70 publications aptes à figurer dans cette revue annuelle, éditée en deux volumes, et spécialisée dans les matériaux et les sciences technologiques, et ce à la faveur des travaux de ce colloque international, organisé par l'unité de recherche : Matériaux, Procédés et Environnement, relevant de la Faculté des Sciences de l'ingénieur.

Selon le D' Mechkarini Hamza, membre du comité scientifique de ce colloque, «la publication d'un écrit scientifique résumant les résultats d'une thèse de fin d'études est «obligatoire» pour les étudiants doctorants, qui sont tenus de publier au moins une étude scientifique, à l'échelle internationale», a-t-il fait savoir.

Il a fait part de la réalisation déjà d'une première expérience en la matière en 2017, année durant laquelle une «trentaine d'espaces de publication ont été

consacrés aux étudiants doctorants dans cette même revue scientifique», a-t-il souligné.

Des chercheurs et étudiants de 46 wilayas du pays, outre des experts de France, Tunisie et Maroc, prennent part à ce colloque international, visant selon le D' Daoui, à «promouvoir la communication entre les industriels et les scientifiques pour un échange d'informations, d'idées et d'expériences».

L'opportunité est, également, offerte aux participants en vue de s'enquérir, a-t-il dit, de «l'évolution des procédés de recyclage et leur importance pour l'industrie des bâtiments et travaux publics, la qualité des constructions l'environnement et la recherche, tout en assurant un cadre pour évaluer les techniques d'organisation des processus de recyclage des matériaux et les moyens préconisés pour les mettre en œuvre».

Ce colloque de trois jours est

axé sur quatre thèmes. A savoir les «nanomatériaux, nanotechnologies et matériaux intelligents émergents», les «matériaux cimentaires et propriétés des matériaux», les «énergies renouvelables, développement durable, recyclage et environnement» et enfin «les procédés et transformation des matériaux».

## Wilaya de Boumerdès: Un projet de jumelage signé avec la province chinoise de Hainan

Un projet de jumelage entre la wilaya de Boumerdès (Algérie) et la province de Hainan (Chine) a été signé officiellement mardi, lors d'une cérémonie organisée au siège de la wilaya en présence des délégations des deux pays.

La cérémonie de signature a été coprésidée par le wali de Boumerdès, Yahia Yahiaten et la

vice-présidente de la province, M<sup>me</sup> Hexiping.

Le jumelage qui sera, au début, exclusivement consacré au renforcement des liens d'amitié entre les deux parties, constitue un moyen pour la consolidation des relations bilatérales à travers l'échange de visites, avant de les élargir, de façon graduelle, aux différents domaines de coopération, selon les déclarations des deux parties.

Lors de cette cérémonie, des exposés détaillés ont été présentés sur les potentialités de la wilaya de Boumerdès et de la province de Hainan dans les différents domaines, suivis d'autres exposés présentés par les superviseurs de ce projet de jumelage sur les opportunités de développement de la coopération et de l'investissement dans tous les domaines.

Ali T.

## Sétif

# Récupération de 14 véhicules volés

Les services de la sûreté de la wilaya de Sétif ont démantelé un réseau criminel activant dans trois wilayas et spécialisé dans le vol de véhicules et la falsification de leurs documents de base, a-t-on appris auprès de ce corps de sécurité.

Le coup de filet a permis la récupération de 14 véhicules, à savoir trois voitures touristiques, dont l'une fait l'objet d'une recherche internationale, trois camions et huit motocycles grosses cylindrées, dont six font

l'objet d'une recherche internationale, a précisé le responsable de la cellule de communication de la sûreté de wilaya, le commissaire de police Abdelwahab Aïssani.

Le réseau se compose de six éléments, âgés entre 19 et 46 ans, tous arrêtés, selon la même source, qui a précisé que l'opération a été conduite par la brigade de lutte contre le vol et trafic de véhicules du service de wilaya de la police judiciaire suite à des informations sur les activi-

tés de ce réseau. Pour résoudre cette affaire, la brigade a utilisé des moyens humains et des moyens technologiques de pointe dans leur enquête qui s'était étendue à deux wilayas voisines, a précisé la même source.

Les mis en cause ont été renvoyés devant les instances judiciaires compétentes pour constitution d'association de malfaiteurs, vol à répétition, recel d'objets volés, faux et usage de faux, est-il indiqué.

R.R.

## Ouargla

# Le projet de réseau de gaz de ville à El-Alia tire à sa fin

LE PROJET de réalisation d'un réseau de gaz de ville dans la commune d'El-Alia (daïra d'El-Hedjira), tire à sa fin, a-t-on appris mercredi de la Direction de l'énergie de la wilaya de Ouargla. Le projet, d'un coût de 688 millions DA et dont les travaux sont à 92% d'avancement, s'inscrit dans le cadre des efforts des pouvoirs publics pour la généralisation de cette source énergétique à travers la wilaya, a-t-on précisé. Ayant nécessité un réseau de transport de gaz de 15 km et un réseau de distribution de 80 km, le projet englobera aussi le village de Taibine, a-t-on fait savoir.

Ses travaux ont été confiés à l'entreprise Kanaghaz, une filiale du groupe Sonelgaz, et quatre entreprises locales sont chargées actuellement d'effectuer les quelques 2 400 branchements dans les foyers, a ajouté la source. La wilaya de Ouargla compte 86 411 abonnés au réseau de gaz de ville, répartis sur 20 communes, soit un taux de pénétration de 83%, selon les données de la direction de l'énergie.

M. O.

## Congrès du Polisario

## Début des conférences préparatoires au niveau de l'Armée sahraouie



Par Amel N.

Le département militaire a été réparti en quatre secteurs : le premier englobe la logistique militaire, le second le Secrétariat d'Etat pour la documentation, la sécurité et les écoles militaires, le troisième les directions centrales et le siège du ministère de la Défense nationale, et le 4<sup>e</sup> l'armement de la Gendarmerie nationale, rappelle SPS.

Les conférences politiques ont évoqué le programme d'action et la conjoncture dans laquelle se tiendront les conférences du Congrès aux plans

régional et international. L'ordre du jour a porté également sur la situation nationale, notamment au niveau militaire, et le rôle de l'institution militaire dans la protection et la défense de la Nation.

La même source rapporte que le directeur central des Moyens, Mohamed Lamin Ahmed Lhadj, a insisté sur «l'impératif de faire du prochain Congrès une occasion pour mettre en avant l'action et les opinions du peuple ainsi que le programme de l'action nationale issu de la Commission préparatoire du Congrès».

Pour M. Ahmed Lhadj, ces conférences constituent «une

occasion pour faire entendre les espoirs des combattants de l'APLS et sa vision de la cause sahraouie», ajoute SPS.

Lors de leurs interventions, les participants ont été unanimes à relever l'impératif de conférer une plus grande importance à l'institution militaire et d'accorder de l'intérêt au combattant sahraoui, appelé à mettre en avant la revendication du peuple sahraoui à la liberté et l'autodétermination à travers des positions décisives pour régler la question sahraouie.

Les conférences préparatoires au niveau des régions de l'Armée sahraouie débuteront le

■ Les conférences préparatoires du 15<sup>e</sup> Congrès du Front Polisario ont débuté mardi, au niveau du 1<sup>er</sup> segment de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS), a indiqué l'agence de presse sahraouie (SPS).

20 novembre courant, suivant un calendrier fixé par la Commission préparatoire du Congrès.

Placé sous le thème «Combat, résistance et sacrifice pour parachever la souveraineté de l'Etat sahraoui», le 15<sup>e</sup> Congrès du Front Polisario, qui se tiendra du 19 au 22 décembre prochain, verra la participation de quelque 2 000 congressistes de différentes franges de la société sahraouie.

presse sahraouie (SPS).

M. Djemani a informé les participants sur la réalité de la situation des réfugiés du Sahara occidental, depuis 1975, date de l'invasion marocaine de ce pays africain, a précisé SPS, citant les conditions difficiles qu'ils vivent, étant les plus anciens réfugiés en Afrique.

Le député a salué «le rôle pivot de l'Algérie qui a accueilli, depuis les années 1970, des enfants et des femmes sahraouis, en leur assurant hébergement, soins, enseignement et alimentation».

Les députés africains «ont exprimé leur rejet des tentatives de la délégation marocaine de s'opposer à la participation de la RASD à la conférence» et ont fait part de «leur vive indignation face aux tentatives répétées des participants marocains visant à perturber de telles rencontres africaines et internationales».

Organisée au siège du Parlement panafricain à Midrand du 11 au 13 novembre courant, par le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) et l'Union interparlementaire (UIP), la Conférence parlementaire régionale pour l'Afrique examine la question de l'intégration des réfugiés dans les systèmes nationaux.

Les travaux de la Conférence qui se sont poursuivis jusqu'à hier, ont porté sur plusieurs volets liés au thème «Apporter des réponses globales à la situation des réfugiés : pour des approches parlementaires efficaces».

Les députés ont abordé, mardi, au 2<sup>e</sup> jour de la Conférence, le thème «Réponses globales aux cas de réfugiés et approche parlementaire efficace pour apporter une contribution dans la question des réfugiés apatrides».

Mondji G.

A. N./APS

## Tunisie

## Première séance de la nouvelle Assemblée des représentants du peuple

L'Assemblée des représentants du peuple (ARP) tient une séance d'inauguration de la deuxième législature devant déboucher sur l'élection du président du Parlement et des premier et deuxième vice-présidents, rapportent des médias locaux.

Le mouvement Ennahdha, disposant d'une majorité relative au sein du Parlement à la suite des dernières législatives, a proposé, dimanche, son chef historique Rached al Ghennouchi pour le poste de président de l'Assemblée.

Les travaux démarrent par une allocution du président du Parlement sortant, Abdelfattah Mourou.

La présidence de la séance sera ensuite confiée au député le plus âgé. Ses adjoints seront choisis parmi les plus jeunes des élus (un homme et une femme).

Après une brève suspension, la séance reprendra sous la présidence de ce dernier et ses conjoints. Elle sera consacrée à la lecture de la liste définitive des nouveaux membres du Parlement sur la base des résultats définitifs des élections législatives annoncés par l'instance électorale.

Le président de la séance et ses adjoints prêteront le serment constitutionnel, suivis du reste des membres de l'ARP.

Il sera procédé ensuite à l'élection des

membres de la commission électorale chargée du décompte des voix et du contrôle de l'opération du vote. Elle se composera de 7 membres selon la représentation proportionnelle.

Le parti Ennahdha, arrivé en première position lors des législatives du mois d'octobre dernier, s'attelle encore à trouver la bonne personne pour diriger le gouvernement.

Ce dernier n'a désormais que trois jours pour faire un choix cornélien : prendre la tête de l'exécutif ou la laisser à une personnalité indépendante, affirme-t-on.

Appelant la communauté internationale à assumer ses responsabilités

## La Tunisie condamne la «grave escalade» dans les territoires palestiniens occupés

La Tunisie a condamné mardi toutes les formes d'agression contre le peuple palestinien, appelant la communauté internationale à réagir et à réaffirmé qu'Al Qods est la capitale de la Palestine.

Le ministère des Affaires étrangères a fustigé «la grave escalade dans les territoires palestiniens occupés, qui a entraîné des martyrs à la suite d'attaques répétées des forces de l'occupation».

La Tunisie a réaffirmé sa «position indéfectible de soutien au peuple palestinien frère dans

sa lutte pour la restauration de ses droits légitimes», appelant la communauté internationale, en particulier les Nations unies, à «assumer ses responsabilités en

fournissant la protection internationale nécessaire au peuple palestinien désarmé et en intervenant pour faire cesser les violations, les crimes et les attaques

dont il est la cible».

Les forces d'occupation israéliennes ont lancé lundi une nouvelle agression contre la bande de Ghaza, qui a entraîné plu-

sieurs morts et blessés, dont un haut commandant du mouvement de résistance, Baha Abou Al-Ata, ainsi que sa femme.

R. M.

## Mauritanie

## Fermeture de certains cabinets dentaires et laboratoires d'analyses

Les autorités mauritaniennes ont procédé ce lundi à la fermeture de tous les cabinets dentaires et laboratoires d'analyses situés à proximité de la polyclinique de Nouakchott, selon les sources de Sahara Medias. Selon des témoins oculaires, une équipe de l'inspection de la santé, accompa-

gnée de véhicules de la gendarmerie et de la police a procédé à la fermeture des cabinets dentaires et les laboratoires se trouvant dans la zone. Le ministre mauritanien de la Santé, D' Nazirou O. Hamed, avait décidé d'entreprendre une campagne de lutte contre les médicaments falsifiés dans le cadre de l'or-

ganisation du secteur de la santé. Une campagne qui a valu au ministre une solidarité à grande échelle au niveau du pays, à telle enseigne que certains ont décidé d'organiser une marche de soutien en guise de solidarité avec le ministre.

K. Y.



Frappes mortelles sur Ghaza, roquettes sur Israël

# L'escalade armée se poursuit

■ Des frappes israéliennes sur les positions du Jihad islamique ont fait au moins huit morts hier dans la bande de Ghaza, d'où de nouvelles salves de roquettes ont visé Israël, dans une escalade armée qui ne donne pour l'heure aucun signe d'apaisement.

Par Rosa C.

Frappes israéliennes contre roquettes palestiniennes : la spirale de la violence est de retour et, hier matin, les sirènes d'alerte ont retenti dans plusieurs villes israéliennes aux alentours de Ghaza, dont Ashkelon, après de nouveaux tirs de roquettes qui ont précipité dans la foulée des bombardements israéliens sur l'enclave. Ces frappes israéliennes ont fait jusqu'à présent huit morts, dont des membres des forces al-Qods, la branche armée du Jihad islamique, selon ce dernier. Cela porte à 18 le nombre de Palestiniens tués depuis mardi dans des opérations israéliennes visant le groupe armé, en incluant un commandant de l'organisation et son épouse. Mardi vers 04h00 du matin, l'armée et les services de

renseignement intérieur (Shin Beth) israélien avaient mené une opération ciblée contre ce haut commandant du Jihad islamique, Baha Abou Al-Ata, et son épouse Asma, dans leur appartement du nord-est de la bande de Ghaza. Le Jihad islamique, groupe armé présent à Ghaza mais ne contrôlant pas l'enclave – celle-ci est aux mains du Hamas, un autre mouvement islamiste – a lancé dans la foulée un barrage de roquettes sur Israël, sans faire de mort. Depuis mardi, au moins 250 roquettes ont été tirées de Ghaza vers Israël, selon le dernier bilan de l'armée israélienne, qui a dit avoir intercepté 90 % de ces projectiles grâce à son système antimissile «Iron Dome». Une roquette a endommagé une maison, une autre une usine, et une autre encore a frappé une autoroute, passant à quelques mètres de

foudroyer des voitures en circulation. Mardi, des écoles, collèges, universités et autres institutions publiques avaient été fermés jusqu'à Tel-Aviv, la métropole économique, située à environ 70 kilomètres de Ghaza. Hier, tous les établissements publics le sont restés dans un rayon de 40 km autour de l'enclave palestinienne. Agé de 41 ans, père de cinq enfants, Baha Abou Al-Ata avait rejoint les rangs du Jihad islamique dans les années 1990 et était son commandant pour le nord de Ghaza. «Il était responsable de plusieurs attaques terroristes, de tirs de roquettes sur l'État d'Israël ces derniers mois et avait l'intention de perpétuer des attaques imminentes», a affirmé le Premier ministre Benjamin Netanyahu, ajoutant que les affrontements de mardi pourraient se prolonger. Selon le chef de l'armée israélienne, Aviv Kochavi, Abou al-Ata «avait tenté par tous les moyens de saboter une trêve entre Israël et le Hamas, en orchestrant notamment des tirs de roquettes vers Israël». Le Hamas et Israël se sont livrés trois guerres dans l'enclave depuis 2008. Mais ce groupe, contrairement au Jihad islamique, avait approuvé une trêve négociée par l'entremise de l'ONU, de l'Egypte, pays frontalier de Ghaza, et du Qatar, émirat



du Golfe qui entretient à la fois des relations avec les groupes ghazaouis et Israël. Si l'armée israélienne tient le Hamas responsable de toutes les attaques depuis cette enclave, elle n'a officiellement visé pour l'instant que les positions du Jihad islamique, un élément clé qui n'a pas échappé à la presse locale. «Pour la première fois dans l'ère récente, Israël a fait une distinction entre le Hamas et le Jihad islamique», résume hier l'influent commentateur politique Ben Caspit, dans les pages du journal Maariv. «Israël dévie ainsi de son principe béton selon lequel le Hamas, en tant que pouvoir souverain à Ghaza, doit payer le

prix pour tout ce qui se passe à Ghaza», ajoute-t-il. Pour tenter de freiner cette escalade de violence, l'émissaire de l'ONU pour le Proche-Orient, Nickolay Mladenov, est attendu au Caire pour des discussions avec les Egyptiens, qui bénéficient d'une forte influence sur Ghaza et de relations officielles avec Israël, a indiqué une source diplomatique à l'AFP. «La situation reste très compliquée et le risque d'escalade est élevé», a souligné cette source. A Londres le Foreign Office a soutenu «les efforts de l'ONU et des Egyptiens» en vue d'une «désescalade rapide».

R. C.



## Commentaire

Alliances

Par Fouzia Mahmoudi

Emmanuel Macron, le jeune novice en politique propulsé président de la République française en 2017, agace, une fois encore, ses homologues américains et allemands avec ses critiques incisives de l'Otan. La chancelière Angela Merkel a ainsi jugé «intempestif» et «radical» le jugement du président français. Vu de Moscou, sans surprise, ce sont au contraire «des paroles en or». En effet, à part du côté de la Russie, adversaire historique de l'Alliance atlantique, les réactions aux propos d'Emmanuel Macron sont pour le moins mitigées. Le président français, qui a estimé que l'Otan était en état de «mort cérébrale», s'est attiré les critiques polies mais assurées de l'Allemagne et des États-Unis, qui jugent ce partenariat stratégique incontournable. Dans un entretien publié jeudi dernier dans «The Economist», le président français, qui voit l'Europe «au bord du précipice» dans le cadre géopolitique actuel, invite ses partenaires à se réveiller afin de conserver le contrôle de leur destinée, à un mois d'un sommet de l'Alliance prévu à Londres début décembre. La chancelière Angela Merkel a commenté ces déclarations lors d'une conférence de presse à Berlin avec le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg. «Je ne pense pas qu'un tel jugement intempestif soit nécessaire, même si nous avons des problèmes, même si nous devons nous ressaisir», a-t-elle déclaré, disant ne pas partager les «termes radicaux» d'Emmanuel Macron. Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a de son côté estimé que l'Alliance restait «forte» et que les États-Unis et l'Europe «travaillaient ensemble plus que nous ne l'avons fait depuis des décennies». Le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a jugé, lors d'une conférence de presse à Leipzig (Allemagne), que l'Otan restait «historiquement un des partenariats stratégiques les plus importants». Il en a profité pour rappeler l'exigence de Donald Trump (qui avait lui-même qualifié l'Otan d'organisation «obsoète» en janvier 2017) aux pays membres de l'Alliance de mieux «partager le fardeau» de son financement. Interrogé par les journalistes, le Premier ministre canadien Justin Trudeau a pour sa part souligné le «rôle extrêmement important» de l'Otan sur la scène internationale, notamment en Irak et en Lettonie. Les seuls propos amènes sont venus de Moscou. «Ce sont des paroles en or. Sincères et qui reflètent l'essentiel. Une définition précise de l'état actuel de l'Otan», estime Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, sur Facebook. Le désengagement des États-Unis – qui «nous tournent le dos» – sur la scène internationale contraint les Européens à «réévaluer la réalité» de l'Alliance atlantique aujourd'hui, juge Emmanuel Macron qui appelle à «ouvrir un dialogue stratégique» avec Moscou. Le locataire de l'Élysée a cependant eu dans la même interview des mots sévères sur la Russie, dont le modèle n'est, selon lui, lui non plus «pas soutenable». Il n'est toutefois pas question pour lui de tourner le dos à l'alliance historique qui lie la France aux États-Unis ou à l'amitié profonde qui lie Berlin à Paris mais plutôt de ne plus se sentir enchaîné par des alliances parfois aux conséquences lourdes et de chercher ailleurs des alliés aux agendas communs.

F. M.

## Liban

### Manifestants en colère et routes bloquées après un discours du président

Deux manifestants en colère ont bloqué des routes au Liban hier, au lendemain de déclarations du président semblant ignorer leurs revendications, et de la mort par balle d'un protestataire, alors qu'une grande partie du pays réclame inlassablement le départ de la classe dirigeante. Ecoles et banques sont restées fermées alors que des militants ont appelé sur les réseaux sociaux à manifester devant le Palais présidentiel, près de Beyrouth. En milieu de journée, l'armée a fermé toutes les routes menant à l'édifice, notamment avec du gros fil barbelé, a constaté un photographe de l'AFP. Dès les premières heures de la matinée, des manifestants ont brûlé des pneus et bloqué des axes routiers importants dans le centre de Beyrouth et aux entrées de la capitale, ainsi qu'à Tripoli et au Akkar (nord), et dans la Bekaa (est). Des altercations ont eu lieu par endroits entre des manifestants et l'armée, qui tente de débloquent les routes, notamment en périphérie de la capitale. Le Liban vit depuis le 17 octobre un soulèvement inédit, réclamant le départ de l'ensemble de la classe politique, quasi inchangée depuis des décennies et jugée corrompue et incapable de mettre fin au profond marasme économique. Malgré des heurts sporadiques, la mobilisation est restée largement pacifique jusque-là. La semaine

écoulée, le mouvement a notamment consisté en des rassemblements devant les institutions publiques et les banques, empêchant les employés de gagner leur lieu de travail. Ecoliers et étudiants ont occupé une place importante dans le mouvement ces derniers jours avec des rassemblements devant les établissements scolaires, qui sont restés fermés hier ainsi que les banques et autres institutions. Mais les propos du président Michel Aoun, mardi soir, ont avivé la colère. Lors d'une déclaration télévisée, le chef de l'État a proposé un gouvernement formé de technocrates et d'hommes politiques, affirmant qu'il était possible que les consultations parlementaires pour désigner un nouveau Premier ministre commencent avant la fin de la semaine. Les contestataires, qui ont obtenu le 29 octobre la démission du Premier ministre Saad Hariri, réclament pour leur part un gouvernement composé uniquement d'indépendants et de technocrates, qui ne seraient donc pas issus du sérail politique. «Où est-ce que je peux aller les chercher (ces indépendants, NDLR) ? Sur la lune ?», a lancé le président. «Si au sein de l'État il n'y a personne qui leur (les manifestants) convient, qu'ils émigrent», s'est emporté le chef de l'État. Des propos qui ont décidé de nombreux manifestants à intensifier le mouvement. «Nous

comptons bloquer la plupart des routes principales, toutes les administrations publiques et bientôt les responsables dans leurs propres maisons», a affirmé hier à l'AFP Antoine Saad, qui avec des dizaines d'autres jeunes bloque la route de Jal el-Dib, au nord de Beyrouth. «Le peuple (...) des vieillards, jeunes, enfants, femmes et étudiants ont envahi les rues depuis près d'un mois et le président n'avait rien à leur dire», a-t-il dénoncé. «On ne peut plus lui donner de chance, il ne compte pas agir pour avoir un nouveau gouvernement et il s'adresse à son peuple avec mépris (...). Il doit comprendre que le peuple ne veut plus de lui, et qu'il doit partir». Dès mardi soir, après les propos du président, les manifestants ont mis le feu à des bennes à ordures et des pneus, bloquant plusieurs artères et des routes du pays, notamment dans des villes du sud et à Tripoli. Un homme, Alaa Abou Fakhr, a été tué par balle dans le secteur de Khaldé, au sud de la capitale, a rapporté l'agence nationale d'information (ANI). Il s'agit de la deuxième personne tuée en marge du mouvement. Dans la ville de Saïda (sud), des manifestants qui bloquaient une artère majeure ont allumé des chandelles qu'ils ont disposées sur la chaussée, formant un message d'adieu à la victime : «Alaa, fier de la révolution».



10<sup>e</sup> Fica

# «Paysages d'automne», un thriller signé Merzak Allouache

■ Le long métrage de fiction «Paysages d'automne», un thriller où s'entremêlent enquêtes policières et journalistiques sur des affaires de meurtres et de prostitution, dernier-né du réalisateur Merzak Allouache, a été projeté mardi soir en avant-première algérienne.

Par Adéla S.

**D'**une durée de 90mn, ce film a été projeté devant une salle comble, en compétition du 10<sup>e</sup> Festival international du cinéma d'Alger dédié au film engagé qui se tient depuis jeudi dans les salles de l'Office Ryadh El Feth.

Le film relate le quotidien de Houria, jeune journaliste incarnée par Salima Abada qui enquête sur les meurtres de lycéennes embrigadées dans un réseau de prostitution et sur les conditions de vie de migrants subsahariens.

La journaliste fait quotidiennement le tour de la ville pour interroger ses contacts qui se trouvent être également des indicateurs de son ami d'enfance Mustapha, campé par Khaled Benaïssa, devenu inspecteur de police dans la ville de Mostaganem où se déroule ce thriller.

Si la trame du film s'installe très lentement, «Paysages d'automne» maintient un rythme assez soutenu jusqu'à ce que les enquêtes, évoquées à demi-mots, ne s'éclaircissent et que les événements s'enchaînent parfois trop rapidement. Houria découvre l'identité de l'homme à la tête du réseau de prostitution,

un chef de parti islamiste qui use de son pouvoir pour étouffer l'affaire.

La journaliste continue à se battre pour aller au bout de son investigation et publier son article malgré l'abandon de sa photographie, les mises en garde de son ami policier, les menaces du chef de parti et le refus catégorique du directeur de son journal qui lui ordonne d'oublier ce dossier.

Elle collabore par la suite avec les services de police pour démanteler ce réseau qui impliquait son propre ami policier et se heurte une nouvelle fois à l'influence des criminels qui menacent sa vie et celle de sa mère.

Après la projection de ce «film à petit budget», selon le réalisateur, Merzak Allouache a réitéré son appel pour «faire revivre les salles de cinéma en Algérie» afin que les films algériens soient vus par le public et «ne se contentent plus de participer aux festivals à l'étranger».

Inauguré jeudi, le 10<sup>e</sup> Fica se poursuit jusqu'au 16 novembre avec encore au programme de la catégorie long métrage «Yuli» de l'Espagnole Iciar Bollain et «Karma» de l'Égyptien Khaled Youssef.

Après la remise des prix prévue jeudi soir, sept autres films documentaires seront projetés

en dehors de la compétition, dont «Mohamed Bahaz, mâalle m gnawi» de la Française Dominique Lavigne, «Les enfumades de la Dahra» de Abderrahmane Mostefa, ou encore «Décennie noire» de Fatima Ouazene.

**Deux documentaires sur l'immigration clandestine projetés à Alger**

L'immigration clandestine de ressortissants africains en partance pour l'Europe et leurs conditions d'accueil dans des pays limitrophes de passage, ont été traités dans deux films documentaires projetés mardi à Alger.

En compétition au 10<sup>e</sup> Festival international du cinéma d'Alger (Fica), dédié au film engagé, «Tahiti» et «Tilo Koto» explorent l'immigration clandestine à travers deux documentaires, aux approches différentes, mais traitant tous deux le phénomène sous un angle humanitaire.

«Tahiti», un court métrage documentaire de Latifa Said, raconte l'histoire d'un jeune Camerounais immigré en Algérie où il vit sans papiers depuis dix ans dans le sous-sol d'un immeuble algérois, s'occupant de l'entretien de l'ascenseur et du jardin attenant à l'immeuble.

Produit en 2019 par l'Institut français d'Algérie (Ifa) dans le cadre du «Laboratoire docu-



mentaire» – un programme destiné aux jeunes cinéastes –, «Tahiti» porte un regard sur les conditions difficiles des migrants subsahariens, doublement pénalisés par la précarité et l'exclusion.

«Tilo Koto» (Sous le soleil), un long métrage documentaire de 67 mn, coréalisé par Sophie Bachelier et Valérie Malek, aborde le sujet de l'immigration en portant à l'écran le périple d'une jeune artiste peintre pour atteindre l'Europe via la Libye, à travers le désert.

Sorti en 2019, le film donne la parole à de jeunes candidats à l'immigration de différentes nationalités africaines, qui racontent

leurs mésaventures et leurs tentatives inabouties de traverser la Méditerranée sur des embarcations de fortune.

En filigrane, le documentaire dénonce le trafic de migrants, les mauvaises conditions d'accueil, voire l'emprisonnement et les mauvais traitements qu'ils subissent dans des pays de passage.

Ouvert jeudi, le 10<sup>e</sup> Fica met en compétition dix-huit longs métrages (documentaires et fictions) et huit courts métrages, en plus de la projection hors compétition de sept films.

Les projections se poursuivent jusqu'au samedi dans les salles de l'Office de Riadh El Feth (Oref). **A. S./APS**

## Festival international de Dimajazz

### Djam offre un spectacle haut en couleur aux sonorités africaines

**L'**a 16<sup>e</sup> édition de "Dimajazz", le Festival international de jazz de Constantine, a été ouverte mardi soir au théâtre régional «Mohamed-Tahar-Fergani» avec l'artiste «Djam» qui a gratifié le public d'un spectacle festif aux fortes sonorités africaines.

Le théâtre régional de Constantine affichait complet pour la soirée d'ouverture animée par Ahmed Djamil Ghoul, alias Djam, qui a littéralement enflammé la scène avec son groove solitaire mêlant avec efficacité rythmes énergiques et paroles incisives.

Avec sa voix puissante et sa présence imposante sur scène, l'ex-leader du groupe Djawi Africa a fait vibrer l'assistance en interprétant

«Madiba», «Tobabotico» et «Meryem», des chansons issues de son troisième album solo «Zdeldele».

Le moment fort de la soirée sera sans conteste l'interprétation du très électrique «Dinar», un tube repris en chœur par un public complètement déchaîné.

Passant avec une facilité déconcertante du chaabi au reggae et du Gnawi à la salsa, Djam a pour sa première prestation à

Dimajazz démontré pourquoi il est, pour de nombreux observateurs, l'artiste le plus doué de sa génération.

«Je suis très heureux et fier de me produire ici à Constantine au Dimajazz. J'ai joué dans beaucoup de festivals à l'étranger, mais celui-ci représente énormément de choses pour l'artiste algérien que je suis», s'est-il confié.

A son allocution d'ouverture, Zoheir Bouzid, commissaire du Dimajazz, a souligné l'importance de ce 16<sup>e</sup> anniversaire de la manifestation qui «marque

l'aboutissement d'un rêve devenu réalité grâce à l'abnégation d'une bande de copains qui à l'orée des années 2000 ont eu l'improbable idée d'organiser un festival de jazz à Constantine».

«J'espère que ce festival continuera de grandir et de promouvoir la musique et le jazz», a-t-il conclu avec beaucoup d'émotion.

La soirée d'ouverture a également constitué une occasion pour rendre un vibrant hommage à Adel Merrouche et Aziz Djemam, des membres fondateurs de ce festival, fauchés au

printemps de leur vie.

Ayant l'Autriche comme invité d'honneur, la seizième édition du Festival international de jazz, Dimajazz, se poursuivra jusqu'au 16 novembre avec un menu très prometteur, entre autres, le projet «Reflejos con Barry» avec Lukas Schiemer et Beate Reiermann, deux figures incontournables de la scène de jazz viennoise, le duo «Duoud», «Grooz» et le Wonder Collective - Tribute to Stevie Wonder (WOOCO), qui rendra hommage à l'œuvre de la légende de la Soul music, Stevie Wonder.

Hier soir, le public constantinois devait se délecter du jazz «manouche» du quartet Ecce et de l'univers musical, d'Ayite aka Olivier Ajavon, auteur-compositeur-interprète franco-togolais.

**Racim C.**

## 2<sup>es</sup> Journées d'art contemporain de Carthage

### 57 artistes à l'exposition «L'Internationale à l'œuvre»

«**L'**Internationale à l'œuvre» est une exposition d'art contemporain qui sera organisée dans le cadre de la 2<sup>e</sup> édition des Journées d'art contemporain de Carthage (JACC), prévue du 16 au 22 novembre 2019 à la Cité de la Culture. Cette manifestation annuelle, qui sera placée sous le thème «L'art est à l'œuvre», est initiée par le ministère tunisien des Affaires culturelles. Elle se tient en partenariat entre le ministère et l'Agence de mise en valeur du patrimoine

et de promotion culturelle (Amvppc). Au cours d'un point de presse, tenu mardi à Tunis, Sameh Beji, présidente de cette année, a présenté les grandes lignes du festival. Cette édition 2019 verra la participation de 57 artistes issus de 20 pays dont 31 artistes tunisiens. Les œuvres de l'exposition internationale ont été sélectionnées par un jury national composé de trois membres indépendants dont un artiste, un galeriste et un critique d'art. «L'Internationale à l'œuvre»

comporte 57 œuvres, créations récentes de 31 artistes tunisiens et 26 étrangers de 14 nationalités. Cette édition devra rendre un hommage à 10 artistes dont le nom sera dévoilé ultérieurement. Le festival se déroulera dans la capitale et dans les gouvernorats de Kasserine et Tataouine afin de «décentraliser, démocratiser l'art et éliminer le sentiment d'exclusion des habitants des régions intérieures», indique la présidente de l'édition. **R. C.**

## AGEND'ART

**Office Ryadh El Feth  
Du 7 au 16 novembre :**  
10<sup>e</sup> édition du Festival international du cinéma d'Alger.



Kabaso Chongo (Zambie)  
«On créera la surprise»

LE CAPITAINE de l'équipe zambienne de football, Kabaso Chongo, s'est dit optimiste quant à la possibilité des «Chipolopolo» de créer la surprise et s'imposer face à l'équipe nationale d'Algérie, jeudi au stade Mustapha-Tchaker de Blida (20h00), dans le cadre de la 1<sup>re</sup> journée (Gr.H) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021. «Le football est dynamique, tout peut arriver. Il est possible de battre l'Algérie si nous travaillons ensemble. Nous devons travailler dur et jouer à l'unisson», a indiqué le sociétaire du TP Mazembe (RD Congo), cité par la presse locale. La Zambie, qui a échoué à se qualifier aux dernières phases finales de la CAN2017 (Gabon) et 2019 (Egypte), entame les qualifications face à l'Algérie,

avant de recevoir le Zimbabwe cinq jours plus tard. Chongo (27 ans) a souligné que le moment est venu pour la Zambie, championne d'Afrique en 2012, de retrouver sa véritable place sur le plan continental. «Bien sûr, nous allons nous qualifier. Le moment est venu pour nous de retrouver le tournoi africain. Nous avons manqué les deux dernières éditions de la CAN, mais cette fois-ci ça sera la bonne», a-t-il ajouté. La sélection de la Zambie a rallié lundi Alger, en vue du premier match des qualifications face à l'Algérie. Les Verts, champions d'Afrique en titre, se rendront quatre jours plus tard à Gaborone pour défier le Botswana, dirigé sur le banc par le technicien Adel Amrouche.

Eliminatoires de la CAN 2021/Algérie-Zambie  
**Les Verts pour démarrer en trombe**

■ L'équipe nationale de football démarre ce soir la nouvelle campagne pour la qualification à la phase finale de la CAN 2021 qui se déroulera au Cameroun, avec un premier match face à la Zambie au stade Tchaker.



Les Verts décidés à gagner

PH. > D. R.

Classement mondial féminin ITF de tennis  
**Une bonne semaine pour les Algériennes**

LES QUATRE tennismen algériennes les mieux classées sur le plan mondial, Inès Ibbou, Amira Benaïssa, Hanine Boudjadi et Yassamine Boudjadi, ont toutes enregistré une progression dans le nouveau classement de la Fédération internationale (ITF), publié mardi. La plus importante progression a été celle de Yassamine Boudjadi, qui s'est hissée au 1869<sup>e</sup> rang après un gain de treize places, alors qu'Amira Benaïssa et Hanine Boudjadi ont gagné huit places chacune, pour se positionner respectivement aux 1520<sup>e</sup> et 1782<sup>e</sup> rangs. De son côté la championne d'Afrique juniors de

2015, Inès Ibbou, n'a gagné qu'une seule place cette semaine, mais elle reste néanmoins l'Algérienne la mieux classée en ITF, où elle occupe actuellement le 180<sup>e</sup> rang. Les quatre Algériennes avaient toutes enregistré une légère régression dans le précédent classement, établi le 5 novembre, notamment Ibbou (-8), Benaïssa (-6) et Hanine Boudjadi (-7). Au sommet de cette hiérarchie mondiale féminine, c'est toujours l'Australienne Seone Mendez qui caracole en tête avec 615 points, devant l'Égyptienne Sandra Samir (606 pts) et la Brésilienne Thaisa Grana Pedretti (598 pts).

Ligue africaine de basketball (Elite 16)  
**Le GSP parmi les quatre wild-card**

LA BRANCHE africaine de la Fédération internationale de basket-ball (FIBA-Afrique) a dévoilé les quatre clubs qui compléteront le tableau de l'Elite 16 du deuxième tour préliminaire de la Ligue africaine de basketball (BAL). Dans la division Ouest (groupe G), où figure le représentant algérien le GS Pétroliers et dont les rencontres sont prévues du 26 novembre au 1<sup>er</sup> décembre à Yaoundé (Cameroun), Al Nasr de Libye et l'ASB Mazembe de la RD Congo, s'ajouteront aux Forces armées et de police (FAP) de Yaoundé (organisateur), Abidjan basketball club de Côte d'Ivoire, l'AS Police du Mali, l'AS Nigelec du Niger et Manga Sport du Gabon. Dans la division Est (groupe H), dont les rencontres se joueront du 17 au 22 décembre à Kigali (Rwanda), c'est les Cobras du Soudan du Sud et le JKT BBC de Tanzanie qui compléteront le

groupe déjà composé des Patriots du Rwanda, de City Oilers d'Ouganda, de Ferroviario de Maputo du Mozambique, la GNBC de Madagascar, Kenya Ports Authority du Kenya et d'UNZA Pacers de Zambie. Les deux groupes composés de huit équipes chacun seront divisés en deux sous-groupes de quatre. Chaque équipe affrontera ses trois adversaires dans un tournoi en aller simple. Les deux meilleures équipes de chaque sous-groupe se qualifieront pour les demi-finales, et celles qui occuperont les trois premières places se qualifieront pour la saison régulière de la BAL en mars 2020. Les six meilleures équipes de l'Elite 16 se joindront aux champions d'Angola, d'Égypte, du Maroc, du Nigeria, du Sénégal et de la Tunisie pour former le tableau final (deux conférences de 6 équipes) de la 1<sup>re</sup> édition de la BAL en 2020.

Par Mahfoud M.

Champions d'Afrique en 2019 en Égypte, les Verts ont un statut à défendre et se doivent de débiter en force et prendre les trois points de cette rencontre face aux Chipolo Chipolo. Il est clair que les pouillains de Belmadi se donneront à fond pour tenter de prendre les trois points et se placer en tête du classement. Le moral est au beau fixe pour les coéquipiers de Mahrez qui ont réussi à remporter la majorité de leurs derniers matchs, notamment amicaux, et devraient donc faire tout leur

possible pour enregistrer un autre succès à domicile. Pour ce match, Belmadi a fait appel à la majorité des joueurs qui avaient disputé et remporté la dernière CAN, tout en renforçant le groupe avec d'autres jeunes éléments qui auront leur mot à dire également dans ce genre de compétition. Les Verts savent ce qui les attend lors de ce match et sont conscients de la difficulté de la tâche, d'autant plus que tout le monde souhaite s'offrir le champion d'Afrique. Les Chipolo Chipolo tenteront donc de brouiller les cartes des Algériens et remporter ce match même si cela n'est pas évident.

Toutefois, les Fennecs sont concentrés sur leur sujet et savent ce qui les attend lors de cette empoignée qu'ils entameront tambour battant pour étouffer l'adversaire et être prêts donc à remporter la victoire. Le premier match de toute compétition reste très important, et ça les Algériens le savent et ne souhaitent donc pas se laisser faire quelle que soit l'identité de l'adversaire. L'essentiel est de bien négocier cette rencontre avant d'enchaîner ensuite la semaine prochaine un autre match face au Botswana qui sera aussi difficile.

M. M.

**Les joueurs restent confiants**

La majorité des joueurs de la sélection nationale restent confiants quant à la possibilité de prendre les trois points du succès lors de ce premier match des éliminatoires de la CAN face la Zambie. c'est ce qui apparaît

dans leurs déclarations à la veille de ce rendez-vous.

Ainsi, Réda Halaimia, défenseur de Beerschot VA/Belgique, se dit très heureux de faire partie de cette équipe pour la première fois de sa carrière. «Je tâcherai d'être à la hauteur et pouvoir convaincre la sélection par mes qualités. J'espère bénéficier de ma chance. Youcef Atal (son concurrent au poste de latéral droit, ndlr) est comme un frère pour moi, nous devons s'unir pour réaliser de bons résultats face à la Zambie et au Botswana», dira-t-il.

Le joueur du PAC, Adam Zorgane, lu avouera qu'il est fier

d'être retenu pour ces deux premières rencontres des qualifications de la CAN2021. «J'espère être à la hauteur de la confiance de Belmadi qui a affirmé qu'il me suivait depuis la saison dernière. Les autres joueurs de l'équipe nationale m'ont très bien accueilli, ils m'ont fait sentir que je suis un ancien élément du groupe», a-t-il ajouté.

Pour sa part, Maxime Spano-Rahou (défenseur FC Valenciennes/France) a déclaré que l'ambiance est excellente au sein du groupe et que les joueurs s'entendent à merveille.

R. S.

Super-Division de basketball (mise à jour)  
**Le WOB bat le NBST**

LE WO Boufarik s'est imposé devant le NB Staouéli sur le score de 78 à 75, en match comptant pour la mise à jour du calendrier du Championnat d'Algérie de basket-ball, Super-Division (groupe B), disputé mardi à la salle de Staouéli (Alger). La rencontre a été arrêtée plus d'un quart d'heure à deux minutes du coup de sifflet final, alors que le WO Boufarik menait (69-67),

à cause de jets de projectiles et fumigènes sur le terrain. A la faveur de cette victoire, le WO Boufarik rejoint le PS Eulma en tête du groupe B avec 8 points, alors que NB Staouéli occupe le 8<sup>e</sup> rang avec 4 points et compte encore un match en retard face à l'IR Bordj Bou Arréridj, programmé le 19 novembre.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Oran/Sidi Chahmi

## Saisie de près de 5 000 boîtes de préparation de fromage dans un atelier clandestin

UN TOTAL de 4 846 boîtes de préparation de fromage a été saisi lors d'une opération menée par les services de contrôle de la Direction du commerce de la wilaya d'Oran, dans un atelier clandestin à Sidi Chahmi, commune relevant de la daïra d'Es-Sénia. L'opération, conduite de concert avec les services de la Gendarmerie nationale, a permis la saisie de plusieurs lots totalisant 4 846 boîtes de préparation de fromage d'une valeur de 193 000 DA dans un atelier clandestin à Sidi Chahmi (Es-Sénia) pour défaut d'étiquetage, a indiqué à l'APS la cheffe service protection du consommateur et répression des fraudes à la Direction du commerce d'Oran, Malika Staali, ajoutant que l'infraction est doublée d'une fausse adresse. Un procès-verbal de retrait définitif du produit incriminé a été établi à l'encontre du contrevenant, en attendant les résultats d'analyse intrinsèque du produit par le Centre d'analyse du contrôle de la qualité et de l'emballage (Cacqce), a-t-elle fait observer. Par ailleurs, les services de contrôle de la Direction du commerce d'Oran ont opéré, il y a peu à Oran, une saisie d'une quantité de denrées alimentaires périmées (lait-chocolat en boîtes, lentilles et riz) au niveau d'une crèche pour enfants, a-t-on fait savoir de même source. Ces denrées présentant des avaries ont été saisies et détruites, un procès-verbal de poursuite judiciaire a été dressé à l'endroit du gérant de la crèche en question, a-t-on ajouté.

## Lancement des travaux de réfection du Grand Hôtel en mars prochain

Les travaux de réfection et réhabilitation du Grand Hôtel d'Oran, une infrastructure touristique de renom, seront lancés au mois de mars prochain a-t-on appris hier du directeur local du tourisme et de l'artisanat, Belabbès Kaïm Benamar. Toutes les entraves ont été levées pour le lancement des travaux de réhabilitation de l'établissement, situé au cœur de la ville d'Oran, à proximité de la Grande poste, a indiqué le même responsable, signalant également l'achèvement de l'étude préliminaire de ce projet, lancée en 2018. L'élaboration du cahier des charges du projet est actuellement en cours. L'entreprise qui sera chargée de la réhabilitation de cet établissement hôtelier, relevant du secteur public, sera désignée prochainement pour lancer le chantier en mars 2020, a encore ajouté le même responsable. Le Grand Hôtel, relevant de l'Entreprise de gestion touristique de l'Ouest (EGTO), est fermé depuis plusieurs années. Ces travaux devront préserver le style architectural de l'édifice datant de 1930. L'hôtel, comprenant 80 chambres et 8 suites, a été récupéré par l'Etat après sa mise en vente par un investisseur privé. Il est réputé pour son architecture particulière. Des personnalités historiques, politiques, artistiques de renommée nationale et internationale ont séjourné dans cet hôtel, rappelle-t-on.

Houaria B.

## Fret maritime

### La Cnan Nord lance une liaison reliant plusieurs villes algériennes à la Pologne

LA COMPAGNIE nationale algérienne de navigation (CNAN Nord Spa) a lancé une nouvelle ligne maritime de transport de marchandises reliant le port de Gdynia (Pologne) aux ports d'Alger, d'Oran et d'Annaba, a annoncé hier la compagnie. Cette liaison se fera avec une fréquence moyenne d'un voyage par mois, précise la même source.

«A cet effet, Cnan Nord invite les différents opérateurs publics et privés, intéressés par le service de la ligne, à se rapprocher des structures commerciales de Cnan Nord», ajoute le communiqué, affirmant que les conditions de transport les «plus favorables» seront

réservées à ces clients.

Pour rappel, le Premier ministre, Nouredine Bedoui, avait récemment instruit le gouvernement de trouver des moyens nationaux dans le transport maritime des marchandises importées et exportées, afin d'économiser les réserves de change du pays.

A cet effet, un premier navire algérien transportant de la poudre de lait importée avait accosté jeudi dernier au port d'Alger avec à son bord 20 conteneurs totalisant 1 000 tonnes de poudre de lait, dans le cadre de la réduction du recours aux opérateurs étrangers pour le transport de marchandises.

K. N.

## La Turquie commence à renvoyer des jihadistes étrangers



Djalou@hotmail.com

## Tribunal de Bab El Oued

### Acquittement pour cinq prévenus arrêtés pour «atteinte à l'unité nationale»

Le tribunal de Bab El Oued (cour d'Alger) a acquitté, hier, cinq jeunes arrêtés lors des marches populaires pour «atteinte à l'unité nationale».

Par Slim O.

Le juge a prononcé, aux premières heures de la journée, un verdict acquittant cinq jeunes placés en détention provisoire pour «port d'emblème autre que l'emblème national» lors des marches populaires. Le tribunal

de Sidi M'hamed avait rendu, mardi, un verdict d'une année de prison ferme, dont six avec sursis assortie d'une amende de 30 000 DA à l'encontre de vingt-et-un jeunes et un autre verdict de six mois de prison ferme assortie d'une amende de 20 000 DA à l'encontre de six autres jeunes

pour «atteinte à l'unité nationale». Une autre audience a été programmée pour lundi prochain afin de statuer dans les dossiers de 20 autres jeunes poursuivis pour les mêmes charges, dont 9 sont placés sous contrôle judiciaire et 11 en détention provisoire.

S. O./APS

## Laghouat

### Démantèlement d'un réseau de fabrication et de trafic d'armes et de munitions

UN RÉSEAU spécialisé dans la fabrication et le trafic d'armes et de munitions de catégorie 5, composé de trois individus, a été démantelé par les services du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Laghouat, a-t-on appris hier de ce corps sécuritaire. Les investigations enclenchées suite à des informations faisant état d'une bande spécialisée dans la fabri-

cation d'armes de chasse ont permis d'arrêter, au niveau de la région de Dhaya, commune de Oued-M'zi, les membres du réseau et de saisir deux fusils de chasse, l'un de marque étrangère (calibre 12 mm) et l'autre de fabrication artisanale à un seul canon (16 mm), ainsi que des jumelles, a-t-on précisé. L'opération a donné lieu également à la saisie d'un appareil

manuel de remplissage de cartouches, un autre de fermeture de munitions et deux autres appareils de décapsulage, en plus de 125 cartouches (remplies et vides), et une somme de plus de 500 000 DA, a ajouté la source. Les mis en cause ont été présentés au tribunal d'Ain Madhi, ont conclu les mêmes services de la GN.

Mahi Y.

## Sûreté nationale

### 80 infractions au code de la route sur les rames du tramway à Alger

LES SERVICES des unités aériennes de la Sûreté nationale ont enregistré, durant la période allant du 1<sup>er</sup> au 20 octobre dernier, un total de 82 infractions au code de la route au niveau des rames du tramway à Alger, a indiqué, hier, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale. Ces infractions sont réparties à hauteur de 55 infractions enregistrées au

niveau de la rue Tripoli (Hussein Dey), 26 infractions à Bordj El Kiffan et une infraction à Bab Ezzouar, a noté le communiqué. Précisant que ces statistiques ont été collectées dans le cadre du soutien logistique fourni aux unités et services de la Police activant dans le domaine de la prévention routière, la même source a indiqué que les unités aériennes de la Sûreté nationale

ont procédé, dans ce cadre, à plusieurs sorties aériennes au niveau d'Alger afin de constater les infractions commises par les automobilistes au niveau des rames de tramway. A cet effet, la DGSN appelle les usagers de la route à éviter ces comportements dangereux, à respecter le code de la route et les règles en vue de préserver la sécurité de tous.

M. O.